

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]

portant fin de mise à disposition

Le [La] ministre [...],

Vu le code général de la fonction publique, notamment le titre Ier du livre V de la partie législative ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le [...]

(*STATUT PARTICULIER DU CORPS/EF AUQUEL APPARTIENT L'INTÉRESSÉ(E)*)

Vu la convention de mise à disposition auprès de : [organisme d'accueil], et le cas échéant son ou ses avenant(s) ;

Vu la demande de l'intéressé[e] ;

(*LE CAS ÉCHÉANT SI L'ÉVÉNEMENT DE GESTION INTERVIENT À LA DEMANDE DE L'AGENT*)

Vu la demande de l'organisme d'accueil ;

(*EN FONCTION DES SITUATIONS*)

Vu la demande de l'organisme d'origine,

(*EN FONCTION DES SITUATIONS*)

Arrêt[e] :

Article 1er : Il est mis fin à la mise à disposition de [M. / Mme] [Nom] [Prénom], [Grade/GEF], [Echelon], auprès de : [Ministère d'accueil], à compter du [...].
A cette même date, l'intéressé[e] est affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle].

Article 2 : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérécourse citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...]] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]